

Esprit Critique
se faire son opinion

Revue n° 95 - décembre 2009



SOMMAIRE

CRITIQUES

CHRONIQUES

ECHAPPEES

Directeur de la publication : Gilles Finchelstein / Rédacteurs en chef : Thierry Germain - Laurent Cohen / Webmestre : Jean-Pierre Pécau
FONDATION JEAN-JAURÈS - 12 CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS - 01 40 23 24 00

Esprit Critique
se faire son opinion

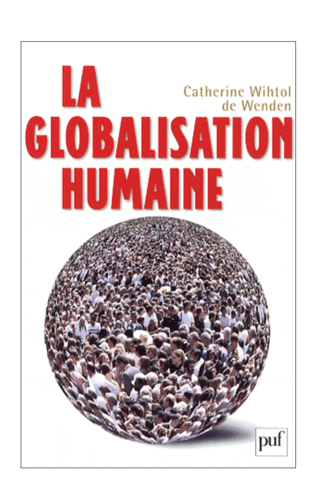
CRITIQUES

A L'ESSAI

1. *LA GLOBALISATION HUMAINE*

Catherine Wihtol de Wenden
Editions PUF,
septembre 2009, 261 pages, 26 €

PAR ETIENNE PATAUT



A l'heure où s'ouvre un bien contestable débat sur une supposée identité nationale, la lecture du nouveau livre de Catherine Wihtol de Wenden apparaît comme un exercice bien salutaire. Un exercice, pourtant, qui n'incite pas nécessairement à l'optimisme, malgré celui mesuré mais communicatif de l'auteur. Comme elle l'affirme, les questions d'immigration sont en effet l'un des rares domaines où la quasi-unanimité des experts contredit directement les politiques menées au niveau étatique, au moins dans les pays du Nord. Le constat, il est vrai, n'est guère étonnant. C'est que les flux d'immigration ont un très fort impact sur l'État et la nation, qu'ils « défient les principes mêmes du système étatique westphalien » au point que l'auteur n'hésite pas à affirmer qu'« avec l'immigration, la nation n'est plus la communauté de base du système international dans des sociétés devenues multiculturelles ».

Rien ne l'illustre mieux que la multiplication des diasporas, vues comme « la dispersion à partir d'un territoire » et « l'organisation d'une communauté répartie entre plusieurs pays maintenant des liens entre les groupes, l'existence d'une identité collective et de recompositions identitaires autour d'une mémoire et d'un héritage culturel, un sentiment d'appartenance, détaché ou non d'un espace de référence ». Pour ces groupes, à l'évidence, « la logique des réseaux familiaux, économiques, sociaux, culturels et religieux l'emporte sur la logique des liens territoriaux ».

Dès lors, les réactions de défiance, de protection sont légion dans les pays d'accueil, Europe et Etats-Unis en tête, illustrant l'un des grands paradoxes du libéralisme dans sa version globalisée : celui de prévoir la libre circulation des marchandises, des capitaux, des sociétés, mais pas des hommes.

L'objectif du livre est, à partir de là, d'essayer de remettre à plat toutes ces politiques, pour essayer de bâtir ce que l'auteur appelle une « approche win/win », expression par laquelle il faut comprendre qu'il serait possible d'élaborer une vision et, partant, une politique de l'immigration profitable aux pays d'origine, aux pays d'accueil et, bien entendu, aux migrants eux-mêmes.

Le propos, comme on le voit, est à la fois ambitieux et radical. Il ne s'agit rien de moins que de procéder à une relecture complète des politiques d'immigration, particulièrement celles du Nord, au prisme de la réalité des flux de mobilité des hommes.

On comprend bien que l'un des piliers d'un tel travail soit de procéder à la collecte des données effective de ces flux. Dès lors, l'un des premiers et très impressionnants apports du livre est de donner un tableau extrêmement précis et, dans la mesure du possible, chiffré des migrations aujourd'hui. Continent par continent, les flux migratoires sont scrutés à la loupe. Austère, souvent un peu télégraphique voire, à l'occasion, répétitive (le livre aurait mérité un travail de *rewriting* conséquent), cette partie n'en est pas moins essentielle. Elle permet de livrer un tableau à la fois impressionnant et nuancé, propre, en tout cas, à remettre profondément en cause les nombreuses idées reçues qui circulent, notamment en France, sur le sujet.



CRITIQUES

Cette partie permet notamment de se faire une idée de l'importance de la variété du phénomène migratoire, qui doit conduire à distinguer les migrations d'établissement, de travail, de famille ou d'étude, les réfugiés et demandeurs d'asile et les migrants illégaux et à tenir compte des phénomènes migratoires plus récents, mais en pleine expansion : les déplacés environnementaux, poussés par le réchauffement climatique, ou encore la mobilité de retraités partant s'installer dans des pays ensoleillés. Le phénomène migratoire est extraordinairement complexe et la réalité qui apparaît progressivement sous les yeux du lecteur est très souvent bien éloignée des cadres juridiques qui sont censés la régir.

Elle permet aussi de se rendre compte non seulement que l'immigration est un phénomène mondial (l'immigrant « moyen » nous dit l'auteur est un Asiatique qui vit et circule en Asie), mais encore à quel point elle est aussi un phénomène Sud-Sud, puisque seuls 61 % des migrants vivent dans des pays développés. Les phénomènes décrits, notamment ceux de migrations en chaîne, par lesquels les pays à la frontière d'un aimant migratoire (Mexique pour les Etats-Unis, Turquie ou Maghreb pour l'Europe) deviennent eux-mêmes des terres d'immigration, sont ici particulièrement spectaculaires.

Vue du continent européen, l'analyse du phénomène offre évidemment moins de surprise. Elle met le doigt toutefois – et un doigt précis, chiffré et mesurable – sur les importants bouleversements qui résultent de ce que l'Europe est aujourd'hui devenu le premier pôle d'immigration au monde. Sont ainsi soulignées les importantes difficultés politiques de certains pays, notamment en Europe du Sud, devenus brutalement des terres d'immigration après avoir longtemps été caractérisés par l'émigration, de même qu'est mise en pleine lumière la fonction de frontière de la Méditerranée (qualifiée de « Rio Grande » européen) et le rôle considérable pris par les alcôves européennes qui servent de point de passage au prix de très grandes tensions (Ceuta et Melilla, Malte, Sangatte...). Il faut aussi lire avec beaucoup d'attention les passages consacrés à la diversité des parcours migratoires, qui peuvent varier considérablement en fonction des pays d'accueil, souvent en raison de liens historiques aussi anciens qu'évidents (Algériens en France, migrants du Commonwealth au Royaume-Uni, soviétiques d'origine allemande en Allemagne), parfois en raison de bouleversements politiques plus récents, au premier rang desquels il faut bien évidemment compter l'écroulement du mur de Berlin, qui a fait « entrer en mobilité » pour reprendre l'expression de l'auteur un grand nombre d'États.

Face à ces mouvements, aussi profonds que divers, la réponse européenne est plus que paradoxale. La conscience des nécessités de l'immigration face au double défi de la pénurie de main-d'œuvre et de l'inexorable vieillissement de la population est réelle. La réponse apportée, pourtant, est loin d'être à la hauteur. Malgré en effet quelques tentatives timides (notamment l'élaboration d'un titre de séjour pour les étrangers qualifiés), la communautarisation s'est jusqu'à aujourd'hui essentiellement traduite par un alignement vers le bas, sur la politique la plus restrictive. Sur ce point, le constat de l'auteur est absolument accablant. L'expérience de l'Europe aurait pourtant pu servir de parfait contre-exemple. L'auteur met en lumière en effet en quoi l'accès à la libre circulation des pays d'Europe orientale ayant adhéré à l'Union européenne montre très bien (et contrairement à une croyance fermement établie) que les migrants reviennent d'autant plus dans leur pays d'origine que la circulation entre celui-ci et le pays d'accueil est aisée et juridiquement garantie.

On ajoutera ici qu'il aurait été sans doute fructueux d'opposer le rôle de la Commission européenne et celui du Conseil. De nombreux exemples (le dernier en date étant celui de la récente directive « retour » sur les modalités d'éloignement des étrangers) montrent en effet que la Commission européenne est beaucoup plus sensible aux exigences de la mobilité. Celle-ci est en quelque sorte intégrée dans son code culturel, puisque l'on sait le rôle décisif que la Commission a joué pour la construction de la libre circulation à l'intérieur de l'Europe, modèle



CRITIQUES

qu'elle garde en mémoire lorsqu'il s'agit de proposer des textes sur les migrations en provenance des pays tiers. La réponse du Conseil, miroir de celle des États, est au contraire à la fois ferme et frileuse. A cet égard, d'ailleurs, il faut se féliciter de la récente ratification du traité de Lisbonne, qui fait entrer, même si c'est par la petite porte, le Parlement européen dans le jeu entre Commission et Conseil.

C'est qu'en effet l'auteur ne peine guère à convaincre que la réponse consistant simplement à fermer toujours plus les frontières est à terme intenable. Elle est intenable humainement, parce que cette politique se traduit par des violations répétées, devenues structurelles, des droits fondamentaux des migrants, jusqu'à ces insoutenables images des barques pleines de cadavres, échouées sur les côtes européennes. Mais elle est aussi intenable politiquement et économiquement. L'immigration est un phénomène irrésistible et, surtout, nécessaire pour pallier pénurie de main-d'œuvre et vieillissement. Il est dès lors, pour l'auteur, impératif aujourd'hui de repenser complètement la politique d'encadrement des migrations, pour parvenir à une solution satisfaisante pour les pays d'accueil comme pour les pays d'origine.

A cet égard, la proposition la plus audacieuse et la plus intéressante de l'ouvrage est sans conteste celle visant à faire consacrer un « droit universel à la mobilité », d'origine kantienne et s'appuyant à la fois sur les travaux de Zigmunt Bauman et sur un certain nombre de textes internationaux dans lesquels ce droit figure en germe. En toute hypothèse, l'idée générale est entièrement contenue dans la formulation de ce nouveau droit : une prérogative particulière, individuelle, opposable aux États, garantissant comme droit fondamental celui de se déplacer d'un pays à l'autre et d'y rester.

La proposition serait proprement révolutionnaire. Elle demeure, bien entendu, à construire. Il reste en effet à lui trouver une formulation juridique précise, à l'encadrer et à lui construire des limites. Même, en effet, si l'auteur affirme avec beaucoup de force qu'« un monde sans frontière n'est pas une utopie », elle n'en est pas moins consciente que les États conserveront encore longtemps le droit d'apporter des restrictions à l'entrée de migrants sur leur territoire. Il n'en reste pas moins qu'en renversant le principe et l'exception, en estimant que le point de départ doit être le droit de chaque personne à se déplacer et non pas le principe général de fermeture des frontières, l'auteur propose un profond renversement de perspective.

Partir de l'individu et non plus de l'État, affirmer le droit subjectif de celui-là et non la prérogative de souveraineté de celui-ci : le changement de focale est complet. Appuyé sur des faits empiriquement constatés et des données chiffrées, il convainc au moins qu'un autre discours sur l'immigration est aujourd'hui réellement possible. Il est donc bien permis d'échapper à l'alternative entre deux modes plus ou moins sévères de fermeture des frontières à laquelle se résume en général le débat politique français.

Tout reste à faire, mais la voix à la fois scientifique et profondément humaine de Catherine Wihtol de Wenden doit impérativement être entendue si l'on veut sortir de ce qui semble bien aujourd'hui être une grave ornière de notre champ politique.



CRITIQUES

A L'ESSAI

2. LA FRANCE DU TRAVAIL. *Données, analyses, débats*

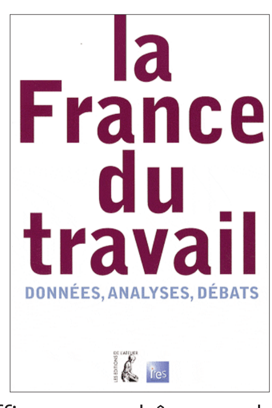
Collectif
IRES / Editions de l'Atelier,
septembre 2009, 238 pages, 19 €

PAR NICOLAS VIGNOLLES

« Ouvrir quelques failles dans la chape des idées reçues »

La France du travail propose en six chapitres une description fine du paysage économique et social français, tel qu'il s'est façonné historiquement et tel qu'il est aujourd'hui. Politiques de l'emploi, inégalités salariales, protection sociale, mutations du travail, restructurations d'entreprises et conception des relations sociales et professionnelles sont successivement passées au crible. Cette analyse critique, extrêmement documentée, nourrie des statistiques françaises et européennes les plus actualisées, parvient parfaitement à l'objectif pourtant ambitieux qu'elle s'était assignée : permettre de penser autrement le champ économique et social, ouvrir quelques failles dans la chape des idées reçues.

L'emploi est au cœur du premier chapitre. Ce choix n'est évidemment pas neutre. La compréhension des logiques à l'œuvre en matière de politique salariale, de coût du travail, de qualité de l'emploi, de segmentation du marché du travail, de statuts, de protections par l'emploi, offre déjà une vision complète de grandes options idéologiques et politiques que l'on retrouvera ensuite plus ou moins à l'identique dans toutes les autres dimensions du monde du travail. L'emploi est désormais émietté ; il ne correspond ni à une norme unique ni ne permet plus l'accès à un statut précis et stabilisé. L'emploi renvoie désormais à des degrés divers de sécurité. Globalement, en même temps qu'il est devenu une denrée rare, il a perdu de sa qualité. La lutte contre le chômage à partir des années 1985-95 a conduit à privilégier des approches en termes de coût du travail et à multiplier les types de contrats de travail. Mais cette recherche de « flexibilité » n'a pas apporté de réponse efficace au chômage de masse comme le démontre sa progression quasi continue depuis un quart de siècle. Elle a en revanche constitué un élément important dans la dégradation de la qualité des emplois et du niveau de protection auxquels ils donnent droit.



Une première idée reçue est donc habilement déconstruite dans ce chapitre : moins de protection dans l'emploi et plus de flexibilité des contrats de travail n'encouragent pas la création d'emplois. Les résultats sont objectivement si décevants en matière de créations d'emplois qu'ils ont conduit relativement récemment à s'interroger sur la pertinence de la solution « flexibilité du travail » et à réfléchir à la construction d'une « flexisécurité », associant flexibilité des contrats de travail et sécurisation des parcours individuels, valable y compris en dehors des périodes d'emplois. Mais la flexisécurité, telle qu'elle est conçue aujourd'hui, ressemble à une tentative impossible de conciliation entre des conceptions contradictoires, une tentative impossible de découplage entre emploi et protections.

Conclusion intéressante à ce chapitre premier, les auteurs mettent en garde contre une conception de la « flexisécurité » qui entérinerait finalement une tendance déjà en cours, à savoir la déresponsabilisation collective vis-à-vis de l'emploi. A cette orientation, ils préfèrent opposer et promouvoir un mélange de solutions. La réduction du temps de travail, la régulation collective des besoins en emploi, et la construction de normes d'emploi de qualité constituent selon eux « une voie crédible de sortie du chômage ».

Au-delà de ce chapitre introductif consacré aux politiques de l'emploi, *La France du travail* présente une France en tension et en déséquilibre.



CRITIQUES

Les conséquences sociales de la rigueur salariale (chapitre deux) sont à la fois de plus en plus aisément observables et difficiles à vivre pour les personnes concernées. Le pouvoir d'achat du salaire net moyen a augmenté de 0,5 % entre 1978 et 2006. Pourtant, dans le même temps, la croissance des gains de productivité est restée chaque année de l'ordre de 1,5 à 2 %. Ces trente dernières années sont ainsi résumées : « *la croissance économique a davantage bénéficié à d'autres catégories de revenus que les salaires, en particulier les revenus de la propriété* ». L'illustration la meilleure de ce glissement, principale cause du creusement continue des inégalités sociales en France, est sans aucun doute l'évolution de la structure du revenu disponible des ménages depuis 1949. La part que constitue le salaire net est en 2006 exactement la même que celle qu'il représentait soixante ans plus tôt, quand la part des revenus de la propriété est elle passée de 8,8 % à 21,2 % ! La « France qui se lève tôt » a été la grande perdante de la rigueur salariale. Ce sont en effet les Français dont les revenus étaient les plus étroitement liés à leur activité salariée, les Français les plus directement dépendants des revenus tirés de leur travail, qui ont subi les conséquences les plus négatives de la rigueur salariale. A cette première ligne de fracture au sein de la société française, sont venues s'ajouter d'autres lignes de fracture directement corrélées à la première : locataire/propriétaire, salariés de petites entreprises/salariés de grandes entreprises, etc.

Le « modèle social français » parvient tant bien que mal à faire tenir l'édifice social ; sa survie doit beaucoup à l'existence des prestations sociales (chapitre trois). Elles ont une fonction dite contra-cyclique. Cela signifie notamment que, en période de récession économique, elles jouent le rôle de stabilisateurs économiques, atténuant les effets négatifs de la crise sur les conditions de vie. Cette fonction économique reconnue, actuellement observable alors que nous connaissons une crise économique majeure, ne peut jouer qu'à la condition de ne pas faire le choix d'une approche trop restrictive des prestations sociales en période de croissance économique. C'est ainsi une autre idée reçue sur la France du travail qui doit être levée : plus on restreint le champ et le niveau des prestations sociales, plus on annihile leur fonction d'amortisseur social et économique en cas de crise. Lorsque l'on sait l'importance de la consommation des ménages dans la structure de la croissance du PIB français, on peut comprendre le rôle économique, et non plus seulement social, joué par les prestations sociales...

Pourtant, le constat dressé est bien celui d'une protection globale face aux risques en recul ; le taux de remplacement (ratio retraites/salaires) baisse tandis qu'augmente le nombre de retraités, le déremboursement des dépenses de soins se multiplie tandis qu'un nombre croissant de Français n'a pas de complémentaire santé. Si l'on veut bien avoir en tête que 80 % des dépenses de protection sociale concernent la vieillesse ou la maladie, on comprend mieux les défis posés à la protection sociale. L'idée de construire un « *Etat d'investissement social* », tel que l'ont par exemple proposé récemment Jacques Delors et Marc Dollé dans leur ouvrage Investir dans le social , ne saurait constituer une perspective sérieuse que sous certaines conditions. Un tel projet serait voué à l'échec et resterait au rang des politiques incantatoires s'il ne devait, selon les auteurs, ne pas remettre en cause « *le dogme de l'impossible augmentation des cotisations sociales et/ou impôts directs* ». Les chercheurs de l'IRES posent ainsi clairement les conditions d'un Etat préventif efficace sur le plan social : pour dépasser le stade du vœu pieu, il faudrait dans le même temps augmenter la fiscalité sur le patrimoine, concevoir une nouvelle fiscalité, notamment sur les revenus, accepter un investissement massif dans l'Education nationale, la formation et l'emploi. Sacré programme !

Les trois derniers chapitres (quatre, cinq et six) traitent des mutations du travail, des restructurations d'entreprise et de l'état des relations sociales. Plusieurs considérations méritent que l'on s'y arrête, nous nous contenterons de quelques remarques par chapitre.

La réduction du temps de travail est un élément majeur pour comprendre les dernières



CRITIQUES

mutations du monde du travail. Plusieurs idées reçues sont pour le moins rudoyées... Par exemple, le volume d'heures travaillées serait inférieur en France à ce qu'il est chez ses voisins. C'est faux puisque la durée annuelle effectivement travaillée en France est de 1457 heures en 2007, contre 1353 en Allemagne et 1336 aux Pays-Bas par exemple. La durée hebdomadaire du travail est autour de 37,5 heures en France, si l'on prend en compte le total des emplois, elle est de 36,5 heures au Royaume-Uni et autour de 35 heures en Allemagne... Ces différences s'expliquent essentiellement par le recours beaucoup plus développé chez nos voisins européens au temps partiel, voire très partiel. Mais la réduction du temps de travail a tout de même eu un impact certain sur la pénibilité du travail et le stress, notamment parce qu'elle a servi de cadre à une intensification du travail. Au-delà du temps de travail, ce chapitre montre avec précision que le travail a changé en profondeur, et en quelques années, sous l'effet de trois facteurs essentiels : l'organisation de la production, les nouvelles technologies et enfin les méthodes et outils de gestion. Globalement, la « modernisation » des modes d'organisation a abouti à une situation paradoxale, remarquablement formulée par les auteurs ; d'un côté, on a encouragé l'autonomie et la responsabilisation croissante des individus, de l'autre, jamais la subordination au travail n'a été aussi forte (temps partiel contraint, amplitude horaire, adhésion aux valeurs de l'entreprise exigée...).

Dans le cinquième chapitre, les chercheurs de l'IRES s'intéressent aux restructurations d'entreprise et à l'évolution du dispositif légal qui les encadre. Outre les rappels utiles sur ce qu'implique par exemple la mise en place du Plan de sauvegarde de l'emploi pour les employeurs, on comprend plus largement ici l'origine des choix opérés par certaines entreprises en matière d'emploi. Le régime légal du licenciement économique, jugé trop lourd et complexe, les conduit de plus en plus à privilégier d'un côté les embauches en CDD et, de l'autre, les licenciements pour motifs personnels. Confronté à la multiplication des restructurations, le législateur a tenté de s'adapter en encourageant les possibilités d'anticipation et de négociation au sein de l'entreprise. Par la loi, on a progressivement tenté de promouvoir un nouveau mode de gestion des restructurations, de créer les conditions d'un dialogue social. Dans ce nouveau cadre, le rôle des organisations syndicales est devenu complexe. Celles-ci courent de plus en plus le risque d'être jugées co-responsables de la décision de restructuration si elles signent en amont un accord portant par exemple sur des mesures de départs volontaires. Les séquestrations récentes de dirigeants d'entreprises ou de simples cadres ont montré que, en matière de droit négocié des restructurations, une marge importante de progrès existait encore... Une idée est ici suggérée par les auteurs de ce cinquième chapitre : sortir les restructurations de la seule entreprise pour ne pas enfermer les syndicats dans des combats trop isolés, locaux, et pour ne pas permettre non plus aux actionnaires éventuels de mettre une pression trop importante sur les dirigeants de l'entreprise. Pour y parvenir, il est proposé d'élargir chaque fois que possible le dialogue social au niveau de tout un territoire, d'un secteur d'activité ou même au niveau européen. Depuis 2000, des expériences de ce type, avec un dialogue au niveau européen de tout un secteur, notamment dans l'automobile, ont déjà eu lieu.

Enfin, le dernier chapitre est consacré aux relations sociales. Il est particulièrement intéressant de lire la mise en perspective historique proposée par les auteurs de ce chapitre ; à travers plusieurs exemples concrets, on dessine une France caractérisée par l'omniprésence de l'Etat, une relative atonie syndicale et la découverte tardive de la négociation collective, elle-même très dépendante d'ailleurs de l'intervention des pouvoirs publics. On lira surtout ici une description de l'évolution législative en matière de dialogue social et d'encadrement de la négociation collective, et la tentation récente et critiquable, notamment traduite dans la loi du 20 août 2008, d'encourager les dérogations aux accords de branches, entreprises par entreprises. Ce dernier chapitre est également l'occasion d'interroger le rôle des organisations syndicales. Améliorer la représentativité en la fondant sur l'élection ne suffira pas, car c'est bien la manière dont sont conçues les négocia-



CRITIQUES

tions nationales qui aujourd'hui posent question. Ces négociations continuent de faire des organisations syndicales de simples adaptateurs, des accompagnateurs des politiques publiques, bien plus que des co-acteurs. Au-delà donc des questions souvent mises en avant de la représentativité et du taux de syndicalisation (autour de 8 %), se pose aujourd'hui la question de la capacité à peser des organisations syndicales. Celles-ci devront concevoir des stratégies nouvelles, accepter de se regrouper, sans doute réfléchir à la manière de bâtir des « alliances offensives » et non plus seulement défensives.



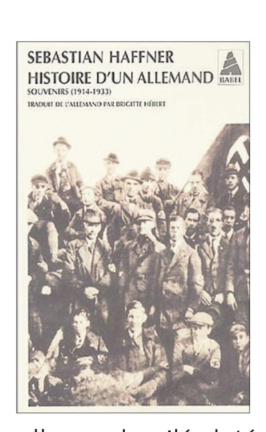
CRITIQUES

A L'ESSAI

3. *HISTOIRE D'UN ALLEMAND. Souvenirs 1914 - 1933*

Sebastian Haffner
Edition revue et augmentée,
Traduit de l'allemand par Brigitte Hébert
Editions Actes Sud,
collection Babel,
septembre 2004, 434 pages, 9,50 €

PAR DENIS QUINQUETON



Cette histoire, finalement, il l'avait gardée pour lui. Elle ne fut publiée qu'en 2000. Sebastian Haffner, Raimund Pretzel de son vrai nom, est né en 1907. Il s'est exilé en 1938, passant quelques semaines à Paris avant de s'installer en Angleterre où il tente, en vain, de former un gouvernement allemand exilé doté de son propre service de propagande et d'une organisation d'aide aux réfugiés. Son idée ne put s'imposer en raison des divisions internes entre les mouvements de résistance allemands qui, bien que peu nombreux, furent divers et soumis aux vents contradictoires de l'histoire. Il vécut en Angleterre dans la précarité jusqu'en 1954. Juriste de formation, magistrat stagiaire à Berlin au début des années 30, il mènera, à son retour en Allemagne, une carrière de journaliste et d'historien reconnu. C'est après sa mort, en 1999, que l'on a retrouvé dans ses archives cette *Histoire d'un Allemand*. Elle répondait, en 1939, à une commande de l'éditeur Warburg, qui resta sans suite probablement pour cause de guerre. Après, il se peut bien qu'elle restât rangée dans un de ses tiroirs parce qu'on ne pouvait pas l'entendre, cette *Histoire d'un Allemand*. Il y avait tant d'autres histoires plus dramatiques, plus épouvantables, qu'on n'entendait pas non plus. Le temps fit son travail qui nous permit de détailler ce qui fut d'abord un bloc ignoble complètement fermé, le nazisme. On put alors entendre l'histoire des déportés, des assassinés, entre nuit et brouillard. On sortit, ici, en France, de l'enluminure d'un pays résistant pour commencer à découvrir une réalité plus nuancée. Et finalement, on tenta de comprendre ce qui s'était passé, comment la démocratie avait enfanté la barbarie. Et nous voici avec cette *Histoire*, de Sebastian Haffner. Son histoire.

Comme il l'écrit dans le prologue, « *il peut arriver qu'un événement historique ne laisse presque pas de trace dans la réalité vraie, c'est-à-dire dans la vie la plus authentique, la plus intime de l'individu. Il peut, au contraire la ravager jusqu'à n'en rien laisser intacte. (...) 1890 : Guillaume II renvoie Bismarck. C'est certainement une date importante, inscrite en gros caractères dans l'histoire de l'Allemagne. Mais il est peu probable qu'elle ait fait date dans l'histoire d'un Allemand, en dehors du petit cénacle des gens directement concernés. La vie suit son cours. Pas de famille déchirée, pas d'amitié brisée, pas de départ pour l'exil. Pas même l'annulation d'un rendez-vous galant ou d'une soirée à l'opéra. Les amours malheureuses n'en furent pas moins malheureuses, les amours heureuses n'en furent pas moins heureuses, les pauvres restèrent pauvres et les riches restèrent riches. Et maintenant, en regard, cette autre date : 1933, Hindenburg nomme Hitler chancelier. Un séisme ébranle soixante-six millions de vies humaines.* » C'est dans ce rapport singulier à l'Histoire qu'il inscrit efficacement sa démarche d'écrivain, de témoin, puisque c'est avec sa vie, avec les événements qui passèrent à portée de son regard ou de son cœur qu'il construit cette *Histoire d'un Allemand*. A plusieurs reprises, et c'en est frappant, Sebastian Haffner s'excuse de trop parler de lui. Comme une candide pudeur dans un exercice qui, par essence, doit le dévoiler. Il s'excuse et se justifie, à raison, car l'histoire n'est pas faite que de héros et de chefs d'Etat. « *Il faut lire les biographies, non pas celles des hommes d'Etat, mais celles, trop rares, de citoyens ordinaires, inconnus* », souligne-t-il. L'auteur utilise donc sa



CRITIQUES

vie ordinairement dévastée par le nazisme pour interpeller ses contemporains, non sur son sort mais sur le sort et l'avenir des Hommes. De tous les Hommes. C'est la force, extraordinaire cette fois, de ce récit à la lecture duquel nous accompagnons un enfant allemand, âgé de sept ans en 1914, qui grandit dans une famille patriote et devint un adulte amoureux, déchiré, un intellectuel engagé dans un « duel » perdu d'avance.

Duel, le mot est de lui. Le chapitre quinze, qui achève la partie dans laquelle il plante le décor de sa vie, tient en quelques mots : « *Nous sommes arrivés. Le trajet est terminé. Nous voici sur le pré. Le duel peut commencer.* » Le duel ? Avec le nazisme, ce régime fétide dont il décrit précisément la perversion. La moindre, d'ailleurs, n'est pas d'inciter au duel alors que c'est la force de l'ensemble qu'il faudrait mettre en branle contre le totalitarisme. Mais voilà, le nazisme s'insinue jusqu'à l'intime. « *Mes démêlés avec le Troisième Reich ne représentent pas un cas isolé. Ces duels dans lesquels un individu cherche à défendre son individualité et son honneur individuel contre les agressions d'un Etat tout puissant, voilà six ans qu'on en livre en Allemagne, par milliers, par centaines de milliers, chacun dans un isolement absolu, tous à huis clos. Certains des duellistes, plus doués que moi pour l'héroïsme ou le martyre, sont allés plus loin : jusqu'au camp de concentration, jusqu'à la torture, jusqu'à avoir le droit de figurer un jour sur un monument commémoratif. D'autres ont succombé bien plus tôt : aujourd'hui, ils récriminent sous cape dans la réserve de la SA.* » Comment sortir du huis clos sinon par la politique ? Mais la réponse de Sebastian Haffner est terrible. Pour « *parachever* » l'accession des nazis au pouvoir, il souligne qu'une « *chose était indispensable : la lâche trahison de tous les chefs de partis et d'organisations auxquels s'étaient confiés les cinquante six pour cent d'Allemands qui, le 5 mars 1933, avaient voté contre les nazis.* » « *Seule cette trahison,* insiste-t-il un peu plus loin, *explique le fait, apparemment inexplicable, qu'un grand peuple, qui ne se compose pas exclusivement de poltrons, ait pu sombrer dans l'infamie sans résistance.* » C'est, en effet, l'honneur de la politique que de permettre de faire ensemble, de construire ensemble, de résister ensemble. C'est son déshonneur d'y échouer ou – pire – d'y renoncer.

Et c'est aussi en politique que l'on peut borner, poser des limites aux petits compromis du quotidien. Que l'on peut, à partir d'un événement, donner de la force à un acte de résistance. Et donner un sens puissant et fécond à une sorte de limite au-delà de laquelle on est dans l'inacceptable. Mais, en Allemagne, les politiques ont fait défaut. Alors, le huis clos a continué et nombreux sont ceux, probablement, qui se sont interrogés : quel acte faut-il refuser ? A partir de quand n'accepte-t-on plus ? C'est la question qui traverse l'ensemble de cette *Histoire*. Et là encore, la réponse est terrible. À partir de quand n'accepte-t-on plus ? Trop tard. Alors qu'il suit une sorte de « stage d'embrigadement » organisé par les nazis à destination des juristes stagiaires, Sebastian Haffner cherche à borner son action : « *Il y a des choses à ne pas faire, jamais : ne rien dire moi-même dont j'aurais honte plus tard. Tirer sur une cible, d'accord. Mais pas sur des gens. Ne pas me lier. Ne pas me vendre... Quoi encore ? Mais tout le reste était déjà abandonné, perdu. Je portais un uniforme, un brassard avec une croix gammée. Je me mettais au garde à vous et j'astiquais mon fusil. (...) Que répondre au juge qui me demanderait : tu portes une croix gammée. Tu ne le veux pas ? Bien. Alors, pourquoi le fais-tu ? Aurais-je dû refuser, dès le premier jour, au moment où on nous avait distribué les brassards ? Déclarer d'emblée : Non je ne porterai pas ce truc, et le piétiner ? Mais ç'aurait été une folie, et surtout ridicule. Tout ce que j'y aurait gagné, ç'eût été de me retrouver dans un camp de concentration au lieu d'aller à Paris. (...) Et je serai sans doute mort – pour rien ; pour une donquichottade pas même publique. Ridicule.* » Là s'exprime aussi l'incroyable force de ce témoignage. À des analyses pénétrantes sur la mainmise des nazis allemands sur l'ensemble de la société allemande, il ajoute un témoignage lucide où il ne se donne pas le beau rôle mais où il joue le sien.

En 1934 fut créée à Paris, à l'initiative de Heinrich Mann, André Gide et Romain Rolland, une Bibliothèque des livres brûlés en Allemagne : « Deutsche Freiheitsbibliothek », littéralement la « Bibliothèque allemande de la Liberté ». Elle rassemblait des œuvres qui avaient été



CRITIQUES

interdites et brûlées par les nazis lors de l'autodafé de livres en 1933. Si l'on créait son pendant contemporain, une sorte de bibliothèque contre la barbarie et le totalitarisme, *Histoire d'un allemand* y figurerait en bonne place, à côté du *Complot contre l'Amérique* de Philip Roth et de *Conscience contre Violence* de Stefan Sweig. Autant d'honorables tentatives de nous avertir des folies des Hommes. Pour les étourdis, les Hommes, c'est nous.



CRITIQUES

EN REVUE

4. LA QUINZAINE LITTERAIRE

**Numéro 1000 spécial,
1er octobre 2009, 47 pages, 4,80 €**

PAR THIERRY ROURE

La Quinzaine littéraire, revue de critique littéraire aussi mythique qu'originale dans le paysage intellectuel français, vient de fêter son 1000ème numéro. Elle en profite pour faire un numéro spécial après pas moins de quarante-trois années d'existence depuis sa création en 1966 par Maurice Nadeau.

C'est pour nous l'occasion de faire retour sur l'itinéraire tant politique que littéraire de ce grand Monsieur qui vient de fêter ses 98 ans. Gagné en 1932 au trotskysme par Pierre Naville, lui-même surréaliste et futur fondateur de la sociologie du travail avec Georges Friedmann, Maurice Nadeau, fit rapidement partie de la garde rapprochée du « prophète désarmé » et lia toujours engagement politique et littérature. On en veut pour preuve son intérêt très précoce pour le surréalisme. Il en écrira d'ailleurs en 1945 une histoire qui fera date. On verra à cet engagement de jeunesse un clin d'œil dans ce numéro anniversaire par la republication de la recension du *Thomas Hobbes* de Pierre Naville, qui interprétait l'auteur du *Léviathan* comme un critique prémonitoire de la dérive bureaucratique. De cette époque date également son amitié avec David Rousset dont il éditera après guerre *L'univers concentrationnaire*, une des premières analyses sociologiques des camps de concentration qui sera également suivi par le témoignage littéraire *Les Jours de notre mort*.

Mais, après la Seconde Guerre mondiale, Maurice Nadeau abandonne quasiment le militantisme politique pour se jeter dans une



intense activité de journaliste et d'éditeur. Qu'est-ce qui a bien pu motiver cet infatigable découvreur de talents à publier pour la première fois des auteurs comme Barthes, Beckett, Borges, Céline, Kerouac, Leiris, Lowry, Henry Miller, Perec, Sade, Sciascia ou plus près de nous Houellebecq, pour n'en citer que quelques-uns ? Ayant découvert la plupart des grands auteurs de cette deuxième moitié du XXème siècle pour le compte de neuf éditeurs différents, Maurice Nadeau n'a été au fond intéressé que par une chose : découvrir de nouveaux écrivains sans chercher à faire fructifier ses découvertes. Aujourd'hui criblé de dettes, cet inlassable artisan peut s'enorgueillir d'une contribution majeure à l'édition dans les lettres françaises.

Mais, on peut se demander si, après le séisme de la guerre, la littérature n'a pas été pour Maurice Nadeau le moyen le plus sûr pour humaniser le monde face au déploiement d'un capitalisme dévastateur. La littérature, seul viatique en cas de faillite des « grands récits » pour parler comme Lyotard ? Cela expliquerait peut-être pourquoi Maurice Nadeau a constamment publié des auteurs en lien direct avec le politique, comme Antelme, Bataille, Benjamin, Chalamov, Koestler, Morin, Pasolini, Perec, Rousset et Soljenitsyne. « *Editeur de l'impossible* » selon l'heureuse formule d'Angelo Rinaldi, Maurice Nadeau mérite toute notre gratitude, car entre la politique et la vie, il y a la littérature.

Au sein de *La Quinzaine littéraire*, qui prit la suite des *Lettres nouvelles* en 1966 et dont le titre fait bien sûr référence aux mythiques *Cahiers de la quinzaine* de Péguy, ont eu lieu bon nombre des controverses qui ont animé le milieu intellectuel depuis 1945, notamment autour du débat Sartre/Foucault, Lacan/Lagache ou sur Bataille et Sade.

De cette préoccupation constante pour la chose politique, on trouvera également des traces dans les articles de ce numéro sur l'actualité de la



CRITIQUES

chute du mur de Berlin et la crise financière. Au sujet de la première, sont recensés les meilleurs ouvrages, notamment de Marc Ferro et de Frederick Taylor, sur l'incroyable implosion du communisme qui trouva son paroxysme le 9 novembre 1989. Chemin faisant, au regard des analyses et de la chronologie qui sont proposées, on s'interrogera sur l'incroyable concours de circonstances qui a accompagné la chute du mur, ce qui devrait nous conduire à nous interroger à nouveaux frais sur le hasard et la nécessité en histoire. Il est excellemment rappelé que « *les hommes font l'histoire mais ils ne savent pas l'histoire qu'ils font* », comme l'a écrit Aron.

Quant à la critique du livre de El Mouhoub Mouhoud et de Dominique Plihon sur *Le Savoir et la finance, liaison dangereuses au cœur du capitalisme contemporain*, elle montre le degré d'intrication qu'il existe entre la recherche appliquée, et notamment la multiplication des modèles mathématiques, et le développement de la finance, redonnant une nouvelle vigueur aux analyses prémonitoires de Foucault sur le lien entre savoir et pouvoir. Ce faisant, elle insiste, au moment où elle est remise en cause par la loi Pécresse, sur la nécessité de maintenir l'autonomie de la recherche fondamentale, y compris à des fins de développement économique.

On trouvera également dans ce numéro un vibrant hommage à Maurice Nadeau de Claudio Magris, le grand écrivain et essayiste de Trieste, auteur cosmopolite et fragmentaire de *Microcosmes*. Il compare ainsi *La Quinzaine littéraire* à une *agora* visant à « améliorer l'existence de chacun », preuve s'il en est d'une orientation politique résolument humaniste. A une époque où les critiques s'apparentent le plus souvent à des éloges flatteurs, voire des publicités souvent suspectes de renvois d'ascenseurs entre auteurs et critiques qui sont parfois les mêmes, *La Quinzaine littéraire* poursuit sa route, de manière certes artisanale, mais en continuant à nous éclairer dans un monde de plus en plus incertain.



CRITIQUES

KIOSQUE

5. *LA VIE MEILLEURE, MODE D'EMPLOI*

Courrier International
hors-série octobre, novembre, décembre, 7,50 €

6.*BILAN PLANETE 2009*

Le Monde
hors-série, 9,95 €

PAR THIERRY GERMAIN



Ce qui est déroutant avec les sujets d'actualité, lorsqu'ils occupent sans discontinuer les colonnes, le net et les ondes, c'est qu'on les vit rapidement comme des objets familiers et formatés, lavés trop vite par le conformisme et la répétition. Avec Copenhague en point d'orgue, c'est au tour de l'écologie de passer par ce drôle de tamis médiatique : théorie, conviction, mode ou politique, c'est désormais surtout un buzz.

Face à un tel nivellement par l'abondance, une seule solution : creuser, approfondir. Chercher l'idée juste, le paradoxe parlant, le chiffre symbole. Et donc brasser beaucoup d'une matière parfois peu digeste pour en tirer quelques questions claires et, avec un poil de chance, une poignée de réponses encore chétives mais prometteuses.

Pour ce faire, deux numéros spéciaux aussi ambitieux l'un que l'autre, mais pas de la même façon, viennent garnir nos kiosques.

Courrier International donne le ton dès le titre : c'est de la vie que l'on va parler, rien moins que cela, de cette vie que décidément l'on ne cesse de vouloir changer, sans véritablement y parvenir, ou sans toujours l'avoir fait exprès.

Au travers d'une construction assez prévisible (arrêter, réfléchir, bouger, inventer), en croisant les expériences et les analyses, les portraits et les initiatives, ce numéro n'en joue pas moins une partition assez audacieuse : déterminer sans concession les failles sur lesquelles prospère la menace environnementale, envisager sans craindre de tutoyer l'utopie les solutions qui s'imposent.

Si le hors-série du *Monde*, nous le verrons plus bas, apparaît décidément (et c'est son ambition) comme une somme annuelle sur les questions environnementales, le très sympathique numéro spécial de *Courrier International* a tous les traits d'un poil à gratter sur papier imprimé, un condensé d'utopies en format kiosque.

Sans concessions et affûté, il l'est d'abord sur l'énoncé de ce qui est condamnable.

Le romancier Einar Mar Gudmunsson s'interroge ainsi sur la responsabilité des dirigeants islandais, lesquels ont réussi l'exploit d'écraser leur pays sous une dette absolument impensable et n'en assument aujourd'hui que la sanction d'être (provisoirement ?) retirés de ce qu'il faut bien appeler les affaires.

Un article édifiant pose la question des effets de la crise sur les pays du Sud (selon la Banque mondiale, ce sont 400 000 enfants en plus qui mourront par an jusqu'en 2015), alors que seulement 5 % des 18 milliards promis pour leur permettre de mettre en œuvre des politiques environnementales et préventives leur ont été versés.

Un zoom est fait sur la stratégie d'accaparement des terres agricoles par des Etats, que ce soit via des fonds souverains ou des sociétés parapubliques. Avec une crise alimentaire qui n'en finit plus de s'amorcer, les terres cultivables deviennent un investissement tout à fait stratégique, et pourquoi pas lucratif. Il n'est pas neutre alors de comparer les trente milliards que la FAO



CRITIQUES

estime nécessaire pour éradiquer la faim dans le monde aux trois mille dépensés pour juguler (pour combien de temps) la dernière crise d'un capitalisme qui aujourd'hui se rue sur les terres.

Mais ce hors-série a surtout le mérite de ne pas éluder les questionnements les plus profonds et de mettre en avant les pistes en apparence les plus iconoclastes.

Le sociologue Amitaï Etzioni veut définir un « bien vivre » qui permette d'assurer l'épanouissement des êtres humains autrement qu'à travers des achats, et aborder ainsi d'un même mouvement, au travers d'un concept au nom passablement barbare (le « communautarianisme ») les crises économique et écologique. L'économiste Noreena Hertz prône en ce qui la concerne un « capitalisme coopératif » dont les fondements sont limpides (ils s'appuient sur les lignes de force de l'actuelle crise du système) mais le fonctionnement effectif encore un tantinet brumeux.

Amartya Sen se livre à une décapante relecture d'Adam Smith, ce qui est une autre façon de battre en brèche un ultralibéralisme qui ne s'est pas privé d'en imposer jusqu'alors l'exégèse. L'analyste de *Focus on the globlal south*, Wolden Bello, fait lui un toilettage à sa façon de la pensée de Keynes, ce pour envisager une « démondialisation » qui permette partout de « réencastrer l'économie dans la société ». Eric Zensey s'emploie à dynamiter sans trop de regrets ce bon vieux PIB, au profit d'un indice bien plus large (mais opérationnel ?) de « bien-être économique net ».

Richard Layard (de la *London School of Economics*, mieux vaut le préciser d'entrée) va au bout du bout en posant la question la plus essentielle (quand et comment le marché rend-il les gens plus heureux ?), et redit après d'autres que le bonheur est décidément une idée neuve. Il en profite pour glisser qu'un tel critère de gouvernement amènerait les dirigeants à mieux articuler les différents champs de leur politique, ce qui n'est pas tout à fait faux.



S'il le fait largement par les penseurs, c'est aussi par les expériences décrites que ce numéro s'en prend aux fondamentaux de notre système : le microcrédit et la finance solidaire qui interrogent le capitalisme dans ses règles de base, le traitement des déchets par infrarouge qui implique de repenser tout le processus industriel, le projet « Desertec » qui relève de l'utopie technologique, l'exemple danois qui met l'accent sur le rôle de la puissance publique, la question climatique qui peut être porteuse d'énergie créative pour l'humanité, et en tout cas lui renvoie en pleine face la question centrale du long terme.

Ce *Courrier International*, c'est un stock d'utopies planqué sous un code barre.

Le Monde joue de la même franchise avec le titre de son imposant numéro spécial : comme il le fait depuis très longtemps en dressant chaque année rien moins que le « Bilan du monde », le quotidien de référence entreprendra désormais de faire chaque année celui de la planète. Je vous laisse goûter la nuance. Mais, comme le clame l'éditorial, « l'urgence écologique » commande.

Bilan donc, c'est-à-dire énoncé détaillé et documenté, au travers de nombreux articles, des temps forts, acteurs et initiatives qui entretiennent aujourd'hui le suspense sur le devenir de notre bonne vieille terre.

La première partie de cet imposant numéro dresse donc un panorama irréprochable des sujets brûlants : Copenhague, le paquet européen, les initiatives d'Obama, la fiscalité verte, les rapports Nord/Sud, la biodiversité, les solutions envisageables (agrocarburants, électricité verte, biomasse...), les enjeux particuliers liés à l'urbanisation, la question des indicateurs...

La seconde, consacrée aux portraits, offre évidemment un peu plus de chemins de traverse. Si des « incontournables » trônent à leur place dans cette imposante galerie (Yves de Boer, le secrétaire de la Convention climat, Steven Chu,



CRITIQUES

le secrétaire à l'énergie de Barack Obama, Michel Rocard et sa taxe carbone, Rajendra Pachauri, du GIEC…), et même si l'on peut trouver le ton général de ces instantanés un peu trop sage, certaines figures n'en présentent pas moins un relief particulier.

Par la valeur et l'originalité de leurs initiatives, comme Patrick Coulombel d'*Architectes pour l'urgence* ou Alain Supiot et son institut d'études avancées à Nantes. Par l'impact de l'action menée, comme Renée Vellve de l'ONG *Grain*, qui a identifié et rendu public la question cruciale de l'accaparement des terres. Par la valeur symbolique de leur parcours, tel Shaï Agassi, ex-grand dirigeant d'entreprise devenu le promoteur opiniâtre de la voiture propre. Par l'importance des concepts qu'ils manient, à l'instar de Jean-Paul Fitoussi et du « bien-être ». Ou par leur position, comme Zhou Shengxian, ministre chinois de l'Environnement confronté à des enjeux particulièrement cruciaux et difficiles, ou Pavan Sukhdev, qui dirige le programme « économie verte » du PNUE.

Place enfin à une foisonnante virée mondiale des expériences et initiatives en cours, et à l'action des hommes considérée en temps réel. Avec un horizon thématique et géographique si dégagé, les citoyens en manque d'information ne manqueront pas d'y trouver des éléments surprenants et des histoires troublantes.

Connaissez-vous Boulder, aux Etats-Unis, une cité de 100 000 âmes qui pratique depuis plus de trente ans, et avec quel résultat, l'implication démocratique et l'action tous azimuts en faveur de l'environnement ? C'est comme si un petit coin de planète avait pris une demi-génération d'avance sur l'ensemble du monde ! Il faut dire que cette riante contrée est peuplée pour une large part de spécialistes du climat, ceci expliquant tout de même cela.

Savez-vous que le Costa Rica présente des enjeux cruciaux en termes de biodiversité (13 000 km² de zones protégées) ? L'action de cet Etat et de son président, Oscar Arias (prix Nobel 1987), nous ramène au rôle déterminant de la puissance publique. En ces temps où la régulation s'impose comme la question clé et où les interactions dans le jeu des acteurs apparaît comme le point nodal de notre grand meccano mondial (et local), ce pays semble un concentré des sujets brûlants : comment retourner les mécanismes du capitalisme au profit de l'environnement (le tourisme vert) ? Comment faire la part des postures politiques dans la « stratégie nationale » en œuvre ? Quels outils privilégier (la constitution prévoit désormais un « droit à l'environnement sain ») ?

Espérerez-vous, à l'instar des dirigeants équatoriens, qu'existe un jour une valeur reconnue de « non émission », c'est-à-dire que les autres Etats (et singulièrement ceux du Nord) compenseront au gouvernement de Quito la non exploitation délibérée de 920 millions de barils de pétrole, dans le seul but de préserver la forêt amazonienne (laquelle en a bien besoin) ?

Garderez-vous espoir dans l'éolien offshore préconisé par l'Allemagne, sachant qu'il faut bâtir ces gigantesques parcs à 89 kilomètres des côtes, donc à quarante mètres de profondeur, dans des conditions techniques et financières qui de fait deviennent tout à fait dantesques ?

Approuverez-vous l'initiative à forte portée symbolique du gouvernement écossais, lequel vient de publier un budget 2010-2011 tout à fait logiquement libellé en livres sterling, mais également et de façon beaucoup plus originale en émissions de CO^2 ? Une façon pas du tout anecdotique de prendre en compte la notion nouvelle d'empreinte carbone, et de s'appuyer dans la démarche environnementale sur la transparence et la conviction citoyenne.

Actions des grandes et petites entreprises, microcrédit, jeux olympiques verts, engagement des collectivités locales, initiatives citoyennes…, ce vaste tour d'horizon, du Val-d'Oise à l'Himalaya, de l'énergie solaire au guépard en passant par le bison et les œufs bio, présente une diversité d'angles et d'approches fort séduisante, et pour tout dire passionnante.

Le bilan Planète du *Monde*, ou l'almanach de l'urgence écologique.



Esprit Critique
se faire son opinion

CRITIQUES

Un oiseau sur huit, un mammifère sur quatre et un oiseau sur trois sont aujourd'hui menacés de disparition. Et combien d'hommes ?

Victimes du réchauffement, les deux premières îles de l'archipel de Kiritabi ont sombré, et le dirigeant de ce micro-Etat du Pacifique Sud a entamé une tournée pour trouver à son peuple une patrie d'adoption.

Demain, en serons-nous tous là ?



Esprit Critique
se faire son opinion

CHRONIQUES

HISTOIRE

7. 1848, LA REVOLUTION OUBLIEE

Michèle Riot-Sarcey
et **Maurizio Gribaudi**
Editions La Découverte,
septembre 2009, 288 pages, 12 €

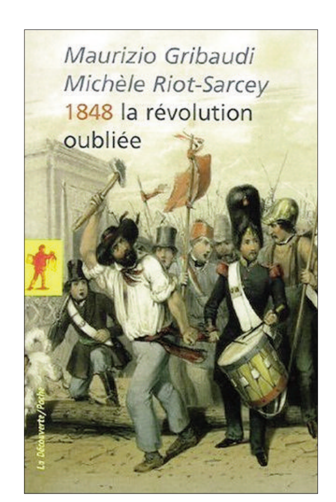
PAR BENJAMIN FOISSEY

L'année 1848 reste dans les mémoires comme un sursaut européen face au carcan imposé par les vainqueurs de Napoléon au congrès de Vienne, une mosaïque de soulèvements où se mêlent revendications sociales et nationales de la Pologne qui cessa d'exister en 1795 jusqu'au royaume des Deux Siciles en passant par l'Autriche des Habsbourg et ce qui deviendra l'Allemagne.

Cette même année fit de la France, et de Paris en particulier, un épicentre d'aspirations qui, bien que brouillonnes, firent des passions populaires qu'elles suscitèrent la preuve de leur force. Une grande partie de la tragédie qui se noua ensuite vint du fait que ce centre ne s'assuma pas comme tel.

Quatre régimes se succédèrent alors. La monarchie de Juillet incarnée par Louis-Philippe et François Guizot, personnage fascinant par son acuité mêlée d'un conservatisme politique intransigeant. La Deuxième République ensuite qui fut impuissante à canaliser les aspirations qui la firent naître puis la dictature de Cavaignac et enfin celle de Louis-Napoléon Bonaparte, premier président élu au suffrage universel masculin et futur empereur. Jamais l'histoire de France ne connut pareille succession, même aux temps instables de la Première République.

Cet ouvrage de deux universitaires spécialistes d'une histoire des aspirations politiques du peuple nous plonge dans ce Paris de 1848 aux structures intellectuelles et sociales en cours de cristallisation, dans cette capitale fraîchement sortie de l'Ancien Régime, de ses corporations et de ses mythes qui, tel Byzance, n'en finissaient pas de finir. C'est dans les rues des quartiers populaires et huppés de la capitale que commencèrent à se dessiner les clivages politiques qui structurèrent notre modernité. L'abondance d'archives et d'observateurs aussi prestigieux que le jeune Marx, Tocqueville, Flaubert ou Lamartine permettent d'obtenir des éclairages fascinants sur ce qui fit alors vibrer et mourir le petit peuple de Paris.



Les révolutions parisiennes de 1848, celles de février et de juin, raisonnèrent encore des mots d'ordre et des idées de 1789. La Montagne se reconstitua au grand jour et connut une de ses heures de gloire, la « République » fut sur bon nombre de lèvres qui pour certaines acclamaient la monarchie quelques mois plus tôt. A l'intérieur de ses contenants incontournables émergèrent de nouvelles idées pour la plupart liées à l'apparition sur la scène politique d'une des grandes figures des combats politiques modernes, à savoir l'ouvrier.

La République commença à être entendue par certains comme démocratique et sociale, comme porteuse d'un idéal d'émancipation plus ou moins affirmé que la commission du Luxembourg dirigée par Louis Blanc et l'ouvrier Albert symbolisa. La différentiation puis la lutte entre républicains du journal *La Réforme* et conservateurs du *National* traça alors une ligne de partage que l'on vit réapparaître après 1870. L'intervention non pas tant de l'idée mais des idées communistes et du mot « communisme », alors explicitement marqués par le millénarisme égalitaire catholique dont le Moyen-Age nous fournit plusieurs exemples, marque également de son empreinte le Paris de 1848.



CHRONIQUES

L'un des principaux intérêts de cet ouvrage réside dans l'entremêlement continu des combats politiques et idéologiques et de la parole des humbles qui ne maîtrisaient pas les « ismes » mais portaient sur les barricades des aspirations concrètes à un mieux-être et à plus de reconnaissance. Ce travail sur les archives nous fait également vivre, au jour le jour, les événements grandioses de la place de Grève comme la tragédie de l'étouffement du soulèvement ouvrier de juin 1848, rue par rue, barricade par barricade. Ces allers-retours constants entre ce que l'on appelle de façon impropre « la grande et la petite histoire » ouvre une réflexion sur ce qu'est l'Histoire, sur les limites d'une conception linéaire des événements très ancrée dans notre inconscient et laïcisée entre autres par Hegel.

L'événement révolutionnaire est une rupture, non seulement dans l'histoire d'une société, mais également dans le tissu des habitudes pour les gens qui le vivent. Peut-on dire que ces circonvolutions sont le fruit inévitable des tensions et des luttes qui les ont immédiatement précédées ? Le fait que février 1848 ait été provoqué par la campagne des banquets pour l'élargissement du suffrage est une thèse largement diffusée dans les manuels scolaires. Ce livre nous apprend qu'un coup de fusil transforma une manifestation populaire en soulèvement destructeur pour le régime en place.

La mécanique bien huilée de notre pensée historique scolaire voire parfois universitaire se doit alors de laisser la place à l'idée de spontanéité. Pourquoi ce coup de fusil-là déclencha la révolte alors que tant d'autres furent tirés à Paris comme à Lyon et à Rouen dans des conditions similaires par les agents du même régime sans que ce dernier ne chancela sérieusement ? Cette pensée de la spontanéité historique se dessine par l'exposé méthodique des faits et nargue les linéarités temporelles comme la physique quantique le fit des systèmes de Newton, en l'obligeant à concevoir le hasard. C'est cette part de hasard qui rendit les observateurs les plus fins d'alors incapables de prédire les événements, comme ceux plus tard des événements de mai 1968.

De 1848 partirent ou s'affirmèrent nombre de dynamiques qui structurent encore aujourd'hui nos pensées et nos combats politiques, mais on sent bien à la lecture de ce texte que d'un même événement aurait pu découler des paysages intellectuels très différents, que la prédominance d'un matérialisme historique sur le socialisme utopique n'avait rien d'écrit, que la différentiation entre socialisme et république, que la rupture entre l'Eglise et les aspirations ouvrières doivent beaucoup aux hasards de l'Histoire qui fait prendre à un mot un sens que rien ne prédéterminait. Un vent frais donc, un passé rafraîchissant et stimulant qui interroge jusqu'à l'idée même de cause immédiate.



Esprit Critique
se faire son opinion

CHRONIQUES

EUROPE

8. *HISTOIRE SECRETE DE LA CHUTE DU MUR DE BERLIN*

Michel Meyer
Editions Odile Jacob,
août 2009, 348 pages, 21 €

PAR JOEL LE DEROFF



Le titre choisi par Michel Meyer, ancien correspondant en Allemagne d'Antenne 2, France Inter et *L'Express*, et surtout le ton choisi pour la quatrième de couverture font penser à un roman d'espionnage à suspense. Le lecteur assoupi dans la torpeur de l'année 2009, pour qui il s'agit d'un événement depuis longtemps devenu une évidence fondatrice de l'actuel ordre des choses, peut trouver cela surprenant.

Si le style adopté tout au long de l'ouvrage ne dément pas cette première impression, il permet surtout à l'auteur de donner vie à une enquête sérieuse, croisant implacablement les propos des différents acteurs au fil des entretiens successifs, et prenant en compte les informations devenues disponibles seulement *a posteriori*.

L'ensemble aurait sans doute, sur la forme, bénéficié d'une relecture plus attentive pour rectifier de trop nombreuses coquilles. La plus grosse consistant à attribuer à Yitzhak Rabin un refus d'accorder l'asile à Markus Wolf, ancien espion est-allemand en fuite après la chute de la RDA... en 2001 !

Personnalités et collectifs :
faire revivre des personnages historiques

Qui pense se rappeler avec précision la séquence historique des années 1989-1991 aura peut-être la surprise, en se plongeant dans un récit construit avec un recul étranger au tourbillon médiatique du moment, de voir apparaître parmi les premiers rôles des noms et des acteurs désormais oubliés par les occidentaux, ou peu connus.

A côté des Honecker, Krenz, Kohl, Gorbatchev, prennent place leurs conseillers diplomatiques et éminences grises, et divers chefs de départements ministériels ou d'organes d'Etat. Apparaît ainsi une dimension peu souvent mentionnée, mais tellement évidente, de la diplomatie : le jeu des interactions et des discussions entre des hommes dont chacun a sa perception propre du cours des choses, et souvent les appréhende à travers le filtre de ses opinions personnelles.

C'est ainsi qu'au fil des pages, chacun comprendra la place d'Anatoli Tcherniaev et Alexandre Iakovlev, conseillers du secrétaire général du PCUS, favorables au compromis avec l'Ouest ; d'Hans Modrow, dernier premier ministre de la RDA, et de Markus Wolf, appelés à contretemps à jouer le rôle des réformateurs de la République démocratique. Ou encore, côté RFA, de Horst Teltschick, conseiller diplomatique de la chancellerie. Mais aussi des plus conservateurs des communistes est-allemands ou des faucons moscovites dont Vladimir Krioutchkov, le président du KGB.

Le déroulement de l'opération « Loutch », conçue par les stratèges réformateurs du soviétisme pour importer la perestroïka et la glasnost en RDA en imposant un changement à la tête de l'Etat et du parti unique SED, constitue, avec ses retards irrattrapables, un des moteurs du récit. Avant d'être définitivement dépassée par le jeu des égos et par les événements, et de laisser les décideurs improviser pour finalement composer avec l'inimaginable.



Parmi les éléments forts un peu oubliés vingt ans après, figure le niveau de tension alors atteint entre les services de sécurité et d'espionnage, ainsi que les armées, non préparés à un tel traumatisme. Le rappel de l'assassinat du banquier Alfred Herrhausen, conseiller et intime du chancelier Kohl et porteur d'une vision géopolitique, constitue un récit dans le récit. Non encore formellement élucidées, les questions posées par ce crime sont révélatrices de ce que le déroulement pacifique des événements n'était en rien acquis.

La présence, en toile de fond, d'une constante mobilisation populaire, politique et religieuse jetant des centaines de milliers de manifestants dans les rues de Leipzig, Dresde ou Berlin-Est est une autre donnée constante de l'automne 1989, qui tranche avec les discours aujourd'hui en vogue sur une *Ostalgie* peut-être exagérée, sûrement mal comprise, certainement pas unanimement partagée.

Un événement ni impossible, ni fatalement déterminé

Au-delà même de ces rappels utiles et de ces précisions bienvenues, l'apport de Michel Meyer – et aussi d'autres ouvrages publiés à l'occasion de cet anniversaire – est de rappeler que la chute du mur de Berlin et le tournant historique de 1989 n'étaient en rien un miracle survenant dans un environnement où la division du monde en deux blocs aurait été solidement assise. Et cela, quelle que soit la surprise de tous ceux qui furent pris au dépourvu, à commencer par les dirigeants français de l'époque.

Pour autant, la chute du mur sans effusion de sang et la disparition pacifique du soviétisme était tout aussi loin d'être une issue inéluctable et prévisible, une nécessaire « fin de chapitre de l'histoire » (à défaut d'une « fin de l'histoire »). Et ce, malgré l'apparence d'évidence que ces événements prennent désormais pour nous en tant que points de repère historiques marquants.

Au-delà des scènes d'action, de discussion et de tractation, « l'histoire secrète de la chute du mur de Berlin » est aussi celle d'un monde communiste dont le centre russe se libéralise unilatéralement, finalement presque entraîné par son propre élan. Un monde dans lequel, dans le même temps, les frontières de certains pays s'ouvrent (ainsi entre la Hongrie et l'Autriche), et dans lequel les citoyens d'Allemagne de l'Est finissent par se retrouver, par dizaines de milliers, réfugiés dans les ambassades de la RFA à Prague, Budapest ou Varsovie, fuyant l'immobilisme du régime de Honecker

C'est un monde dont le glacis a en réalité largement commencé à se fissurer avant novembre 1989, depuis le printemps et la Table Ronde qui a rétabli le pluralisme en Pologne. Un monde enfin dont les apparatchiks et militaires conservateurs envisagent encore pathétiquement une reprise en main par la force et dans le sang, alors qu'ils n'en ont plus les moyens et que Gorbatchev doit demander, pour tenir l'hiver 1989-1990, le renfort des surplus de l'agriculture allemande, gracieusement offerts par un Kohl dont l'incomparable prospérité est un atout sans réplique.

Ce dernier élément, les Honecker et autres conservateurs l'ont très bien compris ex-post, eux qui ont accusé le Kremlin d'avoir trahi en vendant purement et simplement la RDA. Ont-ils pour autant défini ce qu'aurait pu être une alternative réaliste ? Ce monde était certainement en sursis, mais sa transformation rapide et sans trop de violence aurait pu ne pas avoir lieu. Les réflexes de la guerre froide pouvaient à tout moment faire dégénérer les choses de manière dramatique.

Ultime clin d'œil à l'actualité politique allemande, alors que 1989 trouve peu à peu toute sa place dans l'écriture de l'histoire : la description de la transition-rénovation du SED en PDS, avec l'avènement d'un jeune cadre encore peu connu, Gregor Gysi, dont les intuitions politiques sont l'une des mamelles de la nouvelle configuration, plus complexe, d'un paysage politique où la gauche est forte, mais trop divisée.



CHRONIQUES

QUESTIONS INTERNATIONALES

9. *THE MIND OF JIHAD*

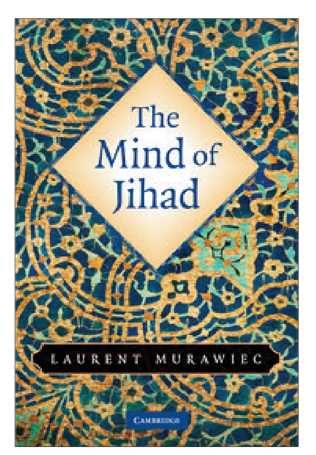
Laurent Murawiec
Cambridge University Press, décembre 2008, 352 pages

PAR JEAN-LOUP SAMAAN

Le regretté Laurent Murawiec, chercheur au think tank conservateur le Hudson Institute, avait défrayé la chronique du tout Washington, lorsqu'il avait défendu, à l'été 2002, devant les hautes instances du Département de la Défense, l'idée d'une politique américaine particulièrement agressive à l'égard de l'Arabie saoudite. La présentation orale controversée s'était ainsi retrouvée en première page du *Washington Post* et avait conduit à une mini-crise diplomatique entre Washington et Riyad. Depuis lors, Laurent Murawiec n'a cessé de travailler sur l'islam et ses expressions politiques contemporaine[1].

The Mind of Jihad s'appuie ainsi sur plusieurs années de recherche soutenues par l'Office of Net Assessment du Pentagone. L'ouvrage est dense et atteste d'une érudition remarquable. Si Laurent Murawiec ne cache pas ses convictions idéologiques[2], il a le mérite de les défendre avec une connaissance approfondie de l'histoire du monde musulman. Citant longuement les doctrinaires de l'islamisme moderne – Ali Shariati, Ruhollah Khomeiny ou encore Sayyid Qotb – Laurent Murawiec excelle dans leur exégèse.

Certes, on pourrait s'interroger sur l'apport d'une telle exploration historique de l'islam politique après toute la littérature consacrée au sujet, ne serait-ce que les travaux d'Olivier Roy ou de Gilles Kepel[3]. Or, Laurent Murawiec s'écarte radicalement des travaux de ces



derniers, en raison de son prisme culturaliste. « Je pars de l'hypothèse que la politique des nations représente leur théologie diluée ; ceci n'a jamais été aussi vrai que dans le cas du monde musulman », écrit l'auteur[4]. Alors que Gilles Kepel ou Olivier Roy prennent soin de mettre en lumière le contexte socio-politique des mobilisations islamiques, Laurent Murawiec s'attache à souligner les idéologies dans le texte, à retracer la généalogie intellectuelle du *jihad* tel qu'il s'exprime aujourd'hui.

La vision de Laurent Murawiec se veut volontiers radicale : « La violence dans le monde musulman contemporain n'est pas, contrairement à la doctrine de Clausewitz, "la continuation de la politique par d'autres moyens". La violence dans cette région constitue la politique et la politique constitue la violence » [5]. La « martyrologie » des mouvements islamistes, « leur amour de la mort » seraient le résultat d'une hybridation idéologique mêlant le millénarisme de l'Europe médiévale, le gnosticisme et, plus récemment, les totalitarismes nazi et communiste. L'analyse rappelle ainsi l'instrumentalisation des revendications islamistes par l'Allemagne de la première guerre mondiale puis de l'URSS à partir des années 20. Avec un souci du détail historique, Laurent Murawiec présente avec acuité les rapprochements ambigus entre l'Internationale communiste et les mouvements islamistes, qu'il s'agisse du soutien des camarades de route du PC au FLN durant la guerre d'Algérie ou encore de l'appui des mouvements socialistes à la révolution khomeyniste en Iran à partir de 1979.

Malgré une démonstration remarquable sur le plan rhétorique, *The Mind of Jihad* reste prisonnier de son postulat initial. D'une part, la négligence du contexte social d'élaboration des doctrines islamiques tend à donner une vision tronquée du monde musulman, où les populations se trouveraient à la merci d'idéologues isolés. D'autre part, l'idée d'un unique « esprit



jihadiste » ne se trouve jamais vraiment défendue méthodiquement. On peut en effet s'interroger sur la pertinence sociologique, mais aussi stratégique, de rapprocher, voire confondre, la pensée politique des Frères musulmans, du Hezbollah libanais ou encore d'Al Qaeda. En dépit de ces défauts, souvent liés aux orientations politiques de l'auteur, le livre est un effort particulièrement appréciable de rapprochement entre une littérature théologique souvent cantonnée aux cercles universitaires et une littérature stratégique trop fréquemment conjoncturelle et sans profondeur historique.

1. Mentionnons l'ouvrage issu de la controverse de 2002 : Laurent Murawiec, *La guerre d'après*, Paris, Albin Michel, 2003.

2. Laurent Murawiec est fréquemment présenté aux côtés de l'intelligentsia néoconservatrice américaine.

3. Voir entre autres Olivier Roy, *Généalogie de l'islamisme*, Paris, Hachette, 2002 ; Gilles Kepel, *Jihad*, Paris, Gallimard, 2003.

4. Laurent Murawiec, *The Mind of Jihad*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008, p.2.

5. Murawiec, op. cit., p.25.

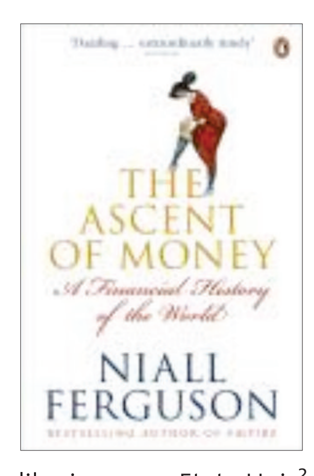
CHRONIQUES

MONDIALISATION

10. *THE ASCENT OF MONEY. A Financial History of the World*

Niall Ferguson
Editions Penguin,
juin 2009

PAR DAVID CHEKROUN



« *Bread, cash, dosh, dough, loot, lucre, moolah, readies, the wherewithal: call it what you like, money matters.* »[1] : c'est en ces termes accrocheurs que débute l'ouvrage de Niall Ferguson, *The Ascent of Money*. Pas étonnant que ce livre ait connu un très grand succès de libraires aux Etats-Unis[2] et au Royaume-Uni[3], tant les formules et la démonstration sont intelligibles par tous et peuvent sembler même intelligentes : l'histoire de la finance est le miroir de l'humanité et la monnaie n'est en réalité que le produit de notre propre évaluation de nous-mêmes et de la manière dont nous valorisons le monde qui nous entoure. Il n'est dès lors pas nécessaire, en période de crise, de s'acharner sur le miroir puisque ce dernier ne fait que refléter nos valeurs, nos faiblesses et nos propres angoisses. On se rappelle alors de la vielle antienne : *Money is not metal. It is trust inscribed*.

Pour asseoir sa démonstration et plus encore pour expliquer la crise actuelle, Niall Ferguson propose un voyage de quatre millénaires à travers l'ensemble des continents pour revenir sur l'origine et le développement de la monnaie, du système bancaire, de la bourse, des instruments financiers, des institutions financières et évidemment des crédits hypothécaires *subprime*.

L'invitation au voyage était séduisante, prometteuse et utile

Utile, tout d'abord, car la lecture du livre devait assurément replacer la crise dans son contexte historique et offrir une meilleure compréhension du cataclysme récent. Et cela est d'autant plus nécessaire que, avec le recul, il semble que la crise des *subprimes* ne peut pas s'expliquer exclusivement par ces ménages américains surendettés qui ont eu recours à des crédits hypothécaires, ni même par les circonstances économiques dans lesquelles ces emprunts ont été contractés mais par un ensemble important de facteurs et au premier chef l'histoire sans cesse recommencée des bulles financières qui finissent toujours par éclater[4]. Utile toujours car ce livre s'inscrit parfaitement dans la série de chroniques relative à la régulation de la mondialisation et de la finance que la Fondation Jean-Jaurès souhaite réaliser sur des livres qui traitent de sujets aussi divers que le commerce mondial, les bonus des traders, des paradis fiscaux, des *hedge funds*, des transactions financières, des investissements étrangers, des normes comptables, des agences de notation, de la gouvernance des entreprises, du secret bancaire, de l'OMC, de la Banque mondiale... Mais avant de réguler, il faut comprendre. Comprendre les crises. Comprendre l'effondrement du marché immobilier américain. Comprendre comment cette crise localisée aux Etats-Unis a traversé l'Atlantique pour venir jusqu'à nous. C'est dans cet esprit que le livre *The Ascent of Money* devait nous aider à réaliser notre mission.

Prometteuse, ensuite, car cette invitation au voyage s'opère dans le temps long et dans un espace large en ambitionnait en quelque 366 pages d'être aussi exhaustif que divertissant. La performance de l'artiste, à cet effet, ne devait pas manquer d'audace. Relevons une série de problématiques qui ne manqueront pas d'éveiller la gourmandise du lecteur français : pourquoi la Révolution française est-elle devenue inévitable à la suite de John Law, meurtrier



CHRONIQUES

écossais, ministre des Finances du Royaume de France, père de la finance et du papier-monnaie qui a su conduire la France au bord de la banqueroute en organisant la première chaîne de Ponzi en Louisiane ; pourquoi la défaite de Napoléon à Waterloo est autant le fait de Nathan Rothschild que de Wellington ; pourquoi George Soros a-t-il pu s'enrichir d'un milliard de dollars en pariant sur la chute de la livre sterling en 1992 ; pourquoi l'obsession anglo-américaine de l'accession à la propriété et aux crédits immobiliers peut conduire à la catastrophe ; pourquoi Enron, cette entreprise « performante », peut faire faillite, pourquoi le Japon a construit un Etat-providence, pourquoi l'économie chilienne sous Pinochet a été présentée comme un « miracle », pourquoi les femmes sont les clientes idéales de la micro-finance en Bolivie, pourquoi Scholes avait tort...

Séduisante, enfin, car ce dix-neuvièmiste passionné d'économie, professeur d'histoire à Oxford et à Harvard et d'économie à la Harvard Business School, appartient à la catégorie des universitaires qui semblent capables de réconcilier le monde de la recherche et celui de la démocratisation des savoirs. Il est le récidiviste patenté des ouvrages historiques à succès. *The world's banker : the history of the House of Rotschild* (1995), *The Cash Nexus : Money and Power in the Modern World 1700-2000* (2001) et *The pity of war, explaining world War I* (1998) en sont les marques les plus fortes. La méthode et les objectifs sont souvent les mêmes à savoir surprendre le lecteur, le faire vaciller dans ses croyances les plus certaines et finalement lui présenter une thèse très originale au rebours de la pensée dominante. *The pity of war* est à cet égard assez éclairant. A mi-chemin entre l'historien et le prophète, Fergusson démontre que la déclaration de guerre de l'Angleterre à l'Allemagne en 1914 a été en réalité une très grande erreur historique. En substance, l'Angleterre a transformé une guerre localisée pour la suprématie de l'Europe continentale en un conflit mondial qui l'a rendue trop faible pour maintenir son empire et qui l'a *de facto* condamnée à se nicher dans la catégorie des puissances moyennes. De plus, la victoire moyenne de 1918 a provoqué la montée du nazisme et a conduit inexorablement le monde dans une deuxième guerre. Séduisante toujours car l'auteur accompagne toujours ses livres de documentaires éponymes[5] qui lui permettent de diffuser ses recherches au grand public lors de grands-messes sur Channel 4. De ce point de vue, la présente série ne marque pas de rupture par rapport à « *Colossus* », « *Empire* », « *The war of the world* » mais cette fois-ci il tente la filiation avec la série « *The ascent of Man* » de Jacob Bronowski. Comme à l'accoutumée on retrouve ce quadra aux tenues soignées raconter, toujours seul à l'écran, à la manière d'un grand reporter, son ascension de l'argent, miroir de l'ascension des Hommes, dans des décors toujours aussi impressionnants.

Le voyage s'est révélé tour à tour intéressant puis très décevant

Intéressant au début car le lecteur (ou le téléspectateur) est emporté par un voyage de six étapes. Etape n°1 – Du marchand de Venise et de cette livre de chaire humaine prélevée en cas de défaut de paiement aux requins usuriers de Glasgow en passant par l'empire des Médicis et la Mésopotamie, on y découvre que le crédit et la dette sont indispensables à l'émergence de toute civilisation humaine. Etape n°2 – La finance devient un élément essentiel du Pouvoir. C'est avec l'invention des emprunts obligataires, dans l'Italie de la Renaissance, que la finance acquiert ses lettres de noblesses. Ils financent la guerre et se diffusent de l'autre côté de l'atlantique. Faiseurs de rois, ce marché obligataire a conduit la famille Rothschild à se placer comme la famille la plus puissante et la plus riche du XIXe siècle. Etape n°3 – L'auteur tente d'expliquer pourquoi les marchés boursiers conduisent très souvent aux bulles et aux faillites. Le retour aux origines conduit le lecteur à revisiter l'histoire de France et des Pays-Bas et notamment la création de sociétés capitaux (ancêtres des sociétés anonymes) et à la bourse. L'explication de la crise actuelle est traitée par analogie avec la chaîne de Ponzi pensée par John Law qui aurait laissé la France au bord du dépôt de bilan et dans un état de fragilité qui devait déboucher sur la Révolution de 1789. Avec la même logique, on



CHRONIQUES

comprend que les bulles finissent toujours par éclater et la faillite de Enron en 2001 en est l'exemple le plus percutant. Quant à l'explication de ces mécanismes, l'auteur écarte très vite la rationalité des théories financières et économiques au profit de l'analyse plus fine d'un éleveur de taureaux. De même que les taureaux agissent irrationnellement, les investisseurs interagissent en meute sans qu'il soit possible de fixer les prémisses de leur course folle. Dans la mesure où la vie et les affaires ne sont qu'incertitudes et aléas, il convient de se protéger ou de s'assurer. C'est dans cet esprit que des mécanismes assurantiels ont été créés. Toutefois, ces derniers ne peuvent réparer les catastrophes les plus dures ou inattendues du genre Katrina. En dernier ressort, c'est toujours l'Etat qui est appelé en garantie. Etape n°5 – La voie de la félicité se trouve dans la démocratie... des petits propriétaires. Les théories économiques enseignent que les citoyens, en devenant propriétaires de leur logement, font tourner la boutique à la condition que ces opérations s'accompagnent de crédits immobiliers qui seuls permettent de faire décoller l'activité économique et les marchés. Des prêts immobiliers à taux variables élevés sont dès lors consentis à des ménages américains modestes. Petit détail, le système repose sur un principe absolu : la valeur du logement ne doit que croître. Petit problème : ce n'est pas toujours le cas... D'où les gros problèmes. Etape n°6 – Fergusson s'intéresse enfin à la diffusion des crises localisées. Il interroge alors les différentes mondialisations, leurs origines et évolutions pour envisager les rapports si particuliers entre les Etats-Unis et la Chine qu'il a rassemblés autour d'une union et d'un néologisme : Chimerica. Pour présenter cette union aux caractéristiques exceptionnelles (10 % de la surface du monde, 25 % de la population mondiale, 50 % de la croissance mondiale sur les huit dernières années), l'historien file la métaphore du mariage prétendu traditionnel à savoir l'homme épargne et la femme dépense. Appliqué à Chimerica, les Chimericains de l'Ouest (les Américains) dépensent et les Chimercians de l'Est (les Chinois) épargnent. En d'autres termes, les importations chinoises maintiennent l'inflation américaine. L'épargne des Chinois protège les taux d'intérêt américains. Curieuse situation que le lecteur ne manque pas de relever : la Chine « communiste » est aujourd'hui le banquier de l'Amérique « capitaliste ». Pour Fergusson, cette union est si forte qu'elle devrait être célébrée par un G-2. C'est, du reste, la proposition que l'auteur a formulée par la suite en indiquant que le G-20 devrait toujours être suivie par un G-2 entre Chinois et Américains.

Décevant au final, car le lecteur ne peut être séduit par un récit à peine érudit dans lequel l'anecdote l'emporte sur une démonstration organisée et structurée. L'analyse des concepts est écartée avec une attention toute particulière. L'ouvrage est une succession d'éléments factuels et les thèmes ne sont en réalité qu'effleurés. Et pourtant le lecteur avait un certain nombre de questions stimulantes sur lesquelles il aurait souhaité interroger l'auteur : pourquoi George Soros est-il souvent convoqué et Adam Smith presque toujours oublié ; pourquoi Kenneth Griffin (le PDG du *hedge fund* Citadel) est-il longuement cité alors que Karl Mark et Friedrich Engels ont été effacés des annales (à peine sait-on que *Le capital* existe) ; pourquoi le rôle de la Banque mondiale n'est-il jamais critiqué ou analysé (notamment dans sa réponse à la crise asiatique des années 90) ; pourquoi l'auteur est-il d'une très grande complaisance avec le « miracle » économique chilien sous Pinochet ; pourquoi les critiques de Stiglitz et de Krugman sur la mondialisation ne sont-elles pas abordées ; pourquoi enfin les rapports entre la Révolution industrielle et la finance sont-ils à peine traités.

Alors que retenir de bon de *The Ascent of Money* ? Pour le bon : une dissertation de culture générale solidement charpentée. Et pour le très bon, une analogie que nous pourrions filer avec le slogan de Decathlon, « A fond la forme », car Fergusson a le sens des formules. Ces dernières sont très nombreuses et toujours percutantes : les emprunts obligataires (*bonds*) sont comparés à James Bond – « *So how did this 'Mr Bond' become so much more powerful than the Mr Bond created by Ian Fleming? Why, indeed, do both kinds of bond have a licence to kill?* » – et la méconnaissance de l'histoire de la finance au tabac – « *Not knowing the history of Finance*



could seriously damage your wealth » (allusion à la campagne anti-tabac « *Smoking can damage your health* »).

Mais on l'aura compris, en refermant *The Ascent of Money*, le lecteur est un peu déçu. Pire encore, il ne peut se sentir éclairé. Aussi souhaitera-t-il se reporter vers d'autres livres ou expériences pédagogiques. Pour l'auteur de ces lignes, ce sera le « *Power of Yes* » et le *National Theatre* de Londres. La suite, donc, au prochain numéro.

1. La version documentaire de ce livre est encore plus accrocheuse et débute par « *Bread, cash, dosh, dough, loot, lucre, moolah, readies, the wherewithal: call it what you like, money can make us or can break us...* ».

2. Il s'agit de la première édition datée du 13 novembre 2008, The Penguin Press.

3. Il s'agit de la version amendée et augmentée du 4 juin 2009.

4. V. notamment : K. Cherny & Y. Demyanyk, « Les mythes des subprimes », Telos en date du 21 octobre 2009 http://www.telos-eu.com/fr/article/les_mythes_des_subprimes.

5. Une version courte de 48 minutes est accessible en ligne.



ECHAPPEES

CINEMA

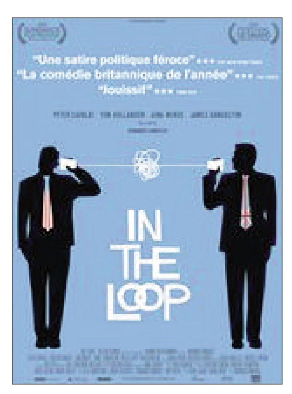
11. *IN THE LOOP*

Film britannique (2008)
réalisé par **Armando Iannucci**
avec James Gandolfini, Peter Capaldi, Steve Coogan...
Sortie française le 18 novembre 2009

PAR VIRGINIE HIS

A l'heure où mes doigts tapotent le clavier, il reste 41 salles en France dont huit à Paris qui programment le *so « fucking » but so delicious In the loop* d'Armando Ianucci. Autant dire que les occasions d'une rigolade franche et grinçante sur grand écran et son dolby s'amenuisent de semaine en semaine. Il vous faudra affûter vos oreilles (et vos yeux pour les sous-titres) parce qu'*In the loop* file à toute vitesse, de Londres à New York en passant par Washington, d'un camp à un autre, d'un puissant à l'autre, les événements s'enchaînent dans un flot ininterrompu de jeux de mots et d'insultes gratinées.

Ministre amateur, jeunes assistants passablement cyniques et opportunistes à souhait, communicants hystériques et diplomates véreux, l'univers politique est à la noce dans cette comédie inspirée de la série TV britannique du même Iannucci, *Thick of it*. Suite à une déclaration « imprévisible » du ministre du Développement mondial, c'est toute la diplomatie anglo-américaine qui se trouve embarquée dans une spirale délirante qui fera de ce même ministre la marionnette des interventionnistes au Moyen-Orient. Le *press officer*, clairement inspiré par Alastair Campbell, totalement déjanté et scato, ne fera qu'une bouchée du ministre gaffeur presque touchant d'incrédulité. Du général américain qui retourne sa veste aux assistants qui surfent d'un camp à l'autre, tout ce joli monde place ses pions pour emporter la bataille qui marquera rien de moins que le début d'une guerre.



Au terme de cette ébouriffante course au pouvoir, les gagnants s'assoient dans leur précieux fauteuil en attendant de devenir à leur tour la marionnette d'un autre, tandis que les perdants rejoignent leur bureau sinistre quelque part dans une circonscription de province, loin des centres de pouvoir de Londres ou de Washington.

Au-delà de ce raz-de-marée d'humour *british*, c'est la marche inéluctable des va-t-en-guerre qui sous-tend le récit jusqu'à l'ultime défaite de la vérité. On rit jaune et on n'ose admettre qu'incompétence et manipulation puissent être les deux principaux traits des démocraties occidentales qui dominent le monde.

Si vous ne pouvez vous rendre dans les salles obscures, n'oubliez pas de demander au Père Noël de déposer l'an prochain le DVD de ce film exquis et piquant comme les épines du sapin. Vous pourrez alors vous repasser en boucle la *French touch* du film tout droit sortie de la bouche de ce versatile général américain : « Quand on a fait la guerre, on n'y retourne que quand on est forcé. C'est comme la France ».



Esprit Critique
se faire son opinion

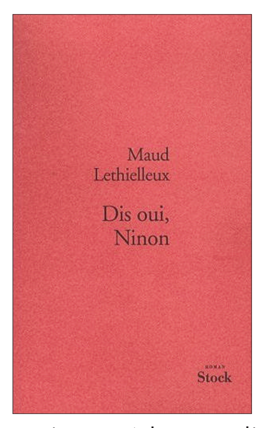
ECHAPPEES

LITTERATURE

12. *DIS OUI, NINON*

Maud Lethielleux
Editions Stock,
mars 2009, 247 pages, 17,50 €

PAR CLARA BAMBERGER
clara.bamberger@mailhec.net



Il est des signes qui ne trompent pas : « *pendant les fêtes, Fred et Zélie ont commencé à ne plus rire ensemble. Ils riaient contre eux* ». Ninon, l'aînée des deux fillettes, est bien obligée de constater qu'entre ses parents, « *c'est comme ça que tout a dégénéré* ». La suite est inexorable : « *un jour, Fred n'a pas voulu rentrer à la maison* » et, le samedi d'après, Zélie « *a rencontré l'amour qui dure. Et elle n'a plus jamais été la même* ».

Mais la rupture dévie les chemins de ceux qui la subissent autant que de ceux qui la choisissent. Ceux qui n'ont pas rompu – enfants, amis – doivent se positionner, et vite. Ninon n'hésitera pas : « *Et là, je prends ma décision, celle qui changera ma vie à jamais. Pour toujours. Mon papa a besoin de moi et je ne le quitterai plus* ». Agathe, la cadette, sera elle sous la garde de Zélie. Ainsi débute le roman plein d'allant et de fantaisie de Maud Lethielleux.

Fred, en hirsute poétique, a le projet un peu fou de construire lui-même sa nouvelle maison, au milieu d'un champ où s'entremêlent « *l'odeur de la forêt, l'ombre des arbres et la lumière à travers les feuilles* ». Ninon, enchantée par l'idée, voudra l'y aider. Aussi le père et la fille commencent-ils à mener ensemble une vie paysanne, presque sauvage, dans laquelle l'enfant s'étonne et se réjouit de tout. On reste frappé devant la faculté de Ninon à saisir chaque élément de la nature pour le transformer en ode à l'enchantement. Le printemps est beau, « *parce que Fred joue de la flûte dans les prés [...] et on se raconte nos rêves* ». L'automne est mystérieux, puisque « *c'est la fin de tout ce qu'on connaît et le début du vide qui va se remplir doucement* ».

Mais la vie à l'air pur laisse des traces, et Ninon « *a toujours des poux, malgré les traitements* ». L'enfant préfère les laisser vivants, car elle se proclame « *contre la peine de mort* », mais il n'en faut pas davantage à la mère pour accuser Fred de désinvolture et d'irresponsabilité envers sa fille. Toutefois Ninon ne l'entend pas de cette oreille-là, et reproche à sa mère de « *dire des mensonges de rien qui font leur intéressant* ».

Sûrement est-ce dans les moments où Ninon défend son père que l'on retrouve les passages du livre les plus touchants : « *Quand il fait la traite accroupi dans ses nu-pieds, quand il caresse Chouquette, quand il fait chauffer ma brique-bouillotte, quand il ouvre la bouche de Pépite pour lui donner son médicament [...], je le regarde et je me dis : c'est que des conneries tout ce qu'elle raconte Zélie* ».

C'est que l'enfant admire profondément cet homme qui, s'il « *n'est pas canon beau comme ceux des magazines ou de la publicité du cinéma* », d'abord « *parce qu'il a un nez, et un nez, c'est pas canon du tout* », a des yeux dont la couleur rappelle « *celle d'un étang en plein été avec un peu de vase dedans* ». L'auteur retranscrit subtilement la relation père-fille, faite ici de protection et de fierté réciproques.

Chaque page de *Dis-oui, Ninon* fera sourire le lecteur, attendri par la malice de la fillette comme par sa douceur toute ironique. Chaque page lui rappellera que l'enfance se doit d'être protégée comme un trésor, parce qu'elle porte en elle l'infini des promesses du monde.

Une enfant attachante et profonde

Ninon adore son père, mais ce qui fait tout le charme du roman, c'est d'abord celui de l'enfant,



ECHAPPEES

qui multiplie les traits d'esprit sans le vouloir, qu'elle parle de Fred manifestant contre « *les massifs centrales nucléaires* » ou des campings, ces endroits où l'« *on prend des douches froides avec des jetons d'eau chaude qui ne marchent pas* ».

Tout au long du livre, l'enfant donne aux choses de la vie des définitions magnifiques, pleines d'humour et de fraîcheur. La mélancolie ? « *C'est ce qu'il y a de plus beau au monde, ça veut dire qu'on a eu une enfance très belle et que nos parents sont pas du tout des pervers* ». Un cadeau ? « *C'est quelque chose de rare qu'on te donne comme ça sans raison parce que tu le mérites sans le savoir* ». Souvent, Ninon se parle à elle-même. Plutôt que de crier haut, la gamine préfère chuchoter juste. Ninon, ou la sagesse avant l'heure.

On l'aura compris, l'enfant a du génie en elle, mais ce qui la rend si attachante, c'est qu'elle ne s'en doute pas. *Dis oui, Ninon* est le merveilleux premier roman de Maud Lethielleux, dans lequel le lecteur se délecte à « *sentir la nature entre ses orteils* ». Un hymne à la simplicité, aux plaisirs humanistes et – pourquoi le nier ? – aux joies insolentes de l'école buissonnière.

